

COMMUNIQUÉ

Thaïlande : Contre la répression et le renforcement de l'état d'urgence !

samedi 17 octobre 2020, par [ADTSF / ADTF \(Thaïlande\)](#) (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2020).

ASSOCIATION DES DÉMOCRATES THAÏLANDAIS SANS FRONTIÈRES

M. Prayuth CHAN-O-CHA, Premier ministre, a décrété l'état d'urgence dans la métropole de Bangkok et ordonné le déplacement des forces de l'ordre, militaire et policière, en nombre impressionnant, pour venir disperser les manifestants. Ceux-ci, très nombreux, étaient des élèves du secondaire, des étudiants et des citoyens. Cette action a eu lieu pendant la nuit. Au moins 22 personnes parmi les animateurs et les manifestants ont été arrêtées. C'est ainsi que s'est terminée la manifestation pacifique du 14 octobre.

Non seulement, cette dispersion est illégale et transgresse la pratique internationale quant au respect du droit de manifester, mais encore elle exprime une volonté de réprimer et de freiner le processus de construction d'une démocratie moderne. De plus, suite à la proclamation de l'état d'urgence, plusieurs mesures ont été prises, notamment l'interdiction de tout regroupement de plus de 5 personnes, la limitation de la liberté de la presse, l'autorisation aux membres des forces de l'ordre d'arrêter sans mandat de justice.

L'ADTF condamne vivement ces décisions du gouvernement.

Les manifestations du collectif « Khana Ratsado, 2563 » visent trois objectifs : 1. Démission de Prayuth CHAN -O-CHA ; 2. Ouverture d'une session parlementaire extraordinaire pour étudier une réécriture de la constitution ; 3. Réforme de la monarchie.

Ces exigences sont conformes aux aspirations de la population. Elles constituent aussi une véritable porte de sortie pacifique à la crise que nous vivons en Thaïlande à l'heure actuelle. Le gouvernement devrait écouter et prendre en considération les propositions des manifestants, qui sont plusieurs centaines de milliers.

La façon de disperser les manifestants que le gouvernement s'est autorisé à utiliser n'est rien d'autre qu'une fin de non-recevoir, sans aucun signe d'écoute. Ceci démontre la volonté du gouvernement de conserver définitivement le pouvoir qu'il exerce sur le pays.

Chose importante à noter, la dispersion générale a eu lieu après le passage du cortège de véhicules qui transportait l'épouse et le fils du Roi. Ce déplacement, sur le trajet où se trouvaient encore un groupe de manifestants constituant l'arrière de la manifestation, était inhabituel et a surpris, car il n'avait été l'objet d'aucune annonce préalable. Le chemin emprunté n'avait rien de nécessaire au vu de sa destination. Le gouvernement et la police ont pris prétexte du fait que le cortège passait au milieu de la foule pour ordonner la dispersion. Le Roi Vachiralongkorn ne peut pas nier son rôle dans la décision de cette dispersion.

L'ADTF exige :

1. Que le décret sur l'état d'urgence soit annulé ; il viole les libertés individuelles des citoyens ;
2. Que les personnes arrêtées, le 13 et le 14 octobre 2020, soit au moins 22 personnes, soient libérées sans conditions ;
3. Que le gouvernement de Prayuth CHAN-O-CHA cesse immédiatement la répression sous toutes ses formes, exercée contre les actions entreprises pour la lutte pour la démocratie ; qu'il prenne en considération et donne suite aux revendications des manifestants.

L'ADTF manifeste son admiration et son soutien aux étudiants et aux concitoyens qui demeurent solides et qui, sans aucun découragement, sortent pour venir réclamer ensemble la démocratie. L'ADTF confirme sa volonté de toujours soutenir et participer à la lutte de nos concitoyens jusqu'à la naissance d'une vraie démocratie en Thaïlande.

L'ADTSF, le 15 octobre 2020

